

L'aventure coloniale italienne et son échec

Philippe Conrad

Historien

Tard venue dans la compétition coloniale, la toute jeune Italie née du Risorgimento et des luttes engagées pour la réalisation de son unité politique connaîtra surtout échecs et déceptions mais l'expérience italienne en ce domaine présente des caractères originaux que ne doit pas masquer l'effondrement final de l'Impero mussolinien. À l'inverse de ce qui se produit en Angleterre ou en France, la question démographique et la surpopulation de la péninsule constitueront des arguments majeurs pour les partisans de l'expansion outre-mer. En Italie, la colonisation fut davantage le fruit d'une volonté politique et d'un projet idéologique que la résultante d'intérêts économiques ou financiers. Pour mieux comprendre ce phénomène marginal et souvent méconnu de l'histoire de ce pays, nous nous sommes adressés à l'historien Philippe Conrad.

Les origines d'une ambition

Dès l'époque du *Risorgimento*, la nostalgie de l'héritage romain, l'idée d'une « mission » impartie à la nouvelle Italie et l'exaltation – à la faveur des luttes pour l'Unité – d'un certain type de héros prédisposaient le pays à confondre sa grandeur nécessaire avec une expansion ultramarine analogue à celle qu'avaient su réaliser la plupart des grandes puissances ou des petits États d'Europe occidentale. Chef de file de la « Jeune Italie », Mazzini déclare alors que « *dans l'inévitable mouvement qui pousse l'Europe à civiliser les régions africaines, de même que le Maroc échoit à la péninsule ibérique et l'Algérie à la France, de même Tunis, clé de la Méditerranée centrale reliée au système sardo-sicilien, échoit à l'Italie* ». Dès 1859, le jeune Francesco Crispi s'écrie : « *nous autres qui rêvons d'une Italie plus grande et nous rappelons le passé, l'Afrique nous semble le symbole du passé et l'espérance ardente de l'avenir* ». Le développement rapide de la marine du petit royaume sardo-piémontais appelé à constituer le noyau rassembleur de la future Italie unifiée, l'importance accordée à la modernisation du port de Gênes, l'essor spectaculaire des échanges commerciaux avec la Tunisie et le Maroc prédisposent la future Italie à jouer un rôle majeur en Méditerranée. Les explorations conduites par Carlo Piaggia dans le Bahr el-Ghazal, les voyages de Romulo Gessi, « le Garibaldi du Soudan », les progrès rapides des missions lazaristes en Éthiopie témoignent de l'intérêt grandissant de l'Italie pour des terres exotiques tout à fait négligées quelques décennies plus tôt.

Jusqu'en 1870, toutes les énergies demeurent tournées en priorité vers la réalisation de l'Unité et, une fois celle-ci acquise, le retard militaire et les difficultés financières du nouveau royaume confronté à la dépression économique mondiale à partir de 1873 imposent une période de « recueillement » au cours de laquelle l'expansion se limite au développement des compagnies maritimes reliant Gênes à la Tunisie, à Alexandrie ou à Constantinople. L'idée coloniale demeure cependant vivante, encouragée par l'essor des sociétés géographiques, la *Societa Geografica*

Italiana créée en 1867 à Florence – alors capitale du royaume – puis installée à Rome en 1873, la *Società d'Esplorazioni Commerciali in Africa* fondée à Milan en 1879, la *Società Africana d'Italia* qui voit le jour à Naples en 1880. Dès 1877, le journal *l'Esploratore* est lancé à Milan et l'éditeur Perino crée en 1884 la *Biblioteca dei Viaggi* qui rencontre rapidement un grand succès dans le public. Dans le même temps, les explorations réalisées par Pellegrino Matteucci au Soudan et en Éthiopie, par Enrico d'Albertis en Nouvelle-Guinée ou par Renzo Manzoni au Yémen et en Afrique orientale suscitent l'enthousiasme de l'opinion. Celle-ci se préoccupe également de l'ampleur que prend alors le phénomène de l'émigration dans une Italie qui voit augmenter très rapidement une population que le pays n'est pas en mesure d'employer et de nourrir. Beaucoup s'indignent d'une situation qui voit les Italiens contraints de partir à l'étranger alors qu'ils pourraient mettre en valeur des colonies de peuplement italiennes et l'argument sera constamment repris par tous les défenseurs de l'expansion impériale. Des aspirations existent, une idéologie coloniale imprègne largement l'opinion éclairée mais les réalisations ne suivent guère et, en avril 1881, la signature du traité de protectorat qui fait passer la Tunisie sous le contrôle de la France suscite déceptions et rancœurs en Italie dont le gouvernement signe dès l'année suivante, avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, le traité créant la Triple Alliance.

Les premières opérations en mer Rouge et en Afrique orientale

Humiliée en Méditerranée où elle ne peut rien contre la mainmise française sur la Tunisie et l'installation de la puissance britannique en Égypte, l'Italie va chercher une compensation en mer Rouge. Dès 1869, Giuseppe Sapeto avait acheté, pour le compte de la compagnie maritime Rubattino, le territoire d'Assab mais il n'y eut pas de prise de possession réelle avant 1880 et le rachat d'Assab par le gouvernement deux ans plus tard fit de ce point d'appui bien lointain la première colonie italienne. L'occupation de Massaouah en février 1885 témoigne ensuite de l'intérêt du gouvernement de Rome pour ces régions ingrates mais situées sur la nouvelle voie maritime majeure ouverte depuis le percement de l'isthme de Suez. Le massacre d'une colonne italienne à Dogali en janvier 1887 vient cependant rappeler aux tenants de l'expansion que rien n'est encore acquis.

Un homme, Francesco Crispi, va jouer à partir de ce moment un rôle décisif dans la mise en œuvre des projets coloniaux italiens. Ce méridional impétueux est président du Conseil et ministre des Affaires Étrangères de juillet 1887 à février 1891, puis de novembre 1893 à mars 1896. Alors que les relations sont tendues avec la France, il s'appuie sur l'Angleterre qui cherche surtout à contrecarrer, en utilisant l'Italie, l'expansionnisme français en Afrique du Nord. Convaincu de la nécessité d'une grande politique coloniale, Crispi la justifie – dans un discours célèbre prononcé à Palerme en octobre 1889 – par « le besoin de terres et la surpopulation du Sud ». Le statu quo méditerranéen ne pouvant être remis en cause, c'est en mer Rouge et en Afrique orientale qu'il va concentrer ses efforts alors que les Fêtes Colombines de juillet 1892, organisées en l'honneur du Génois découvreur de l'Amérique, rappellent à l'opinion « l'ardente obligation » de l'expansion.

Dès 1887, la création d'un Corps spécial d'Afrique et la victoire remportée à Cheren, à une centaine de kilomètres dans l'arrière-pays de Massaouah, permettent d'assurer la sécurité de la colonie et ouvrent des perspectives d'intervention en Éthiopie où la mort du Négus Jean, tué par les mahdistes, entraîne une crise de succession dans laquelle les Italiens soutiennent le ras Ménélik, roi du Choa. Par le traité d'Ucciali, l'Italie le reconnaît comme Négus en mai 1889, mais les ambiguïtés de l'accord ainsi conclu permettent aux Italiens de l'interpréter abusivement comme une reconnaissance de leur protectorat sur l'Éthiopie. L'occupation d'Asmara, réalisée en août 1889, ouvre la voie à la création, en janvier 1890, de la colonie d'Érythrée mais Ménélik refuse de reconnaître les frontières que les Italiens prétendent donner à ce territoire. Dans le même temps, Vincenzo Filonardi fait accepter en 1889 le protectorat italien aux petits sultans installés sur la côte orientale de l'Afrique, entre la Somalie britannique et les territoires dépendant du sultan de Zanzibar, cession confirmée par les accords italo-anglais conclus en mars 1891 et mai 1894.

Inquiet de l'influence grandissante qu'exerce la France auprès de Ménélik, qui a dénoncé le traité d'Ucciali, désireux de devancer la réalisation du chemin de fer qui doit relier Djibouti à Addis

Abeba, Crispi décide de forcer le destin et, dès juillet 1895, il ordonne au général Baratieri d'engager la conquête de l'Éthiopie. Le 7 décembre, les troupes du major Toselli sont battues à Amba Alagi par les Éthiopiens et subissent de lourdes pertes. Pressés d'agir, Baratieri relance l'offensive en mars 1896 mais le corps expéditionnaire du général Dabormida, confronté à des forces quatre fois supérieures, est mis en déroute à Adoua par les guerriers du ras Makonnen. Les Italiens perdent huit mille hommes dont quatre mille tués. Le désastre entraîne la démission de Crispi et le marquis Di Rudini qui forme le nouveau ministère affirme que « *nous n'entreprendrons plus jamais une politique d'expansion... Nous ne devons pas chercher l'inconnu, affaiblir ou perdre notre position de grande puissance en Europe* ».

La guerre se termine avec le traité d'Addis-Abeba conclu en octobre 1896, par lequel l'Italie reconnaît l'indépendance complète de l'Éthiopie. Un coup d'arrêt définitif semble donné aux tentatives coloniales italiennes et le budget concerné chute de 60 % au cours des années suivantes. Un véritable sentiment anticolonialiste, exprimé notamment par les socialistes mais aussi par la bourgeoisie industrielle peu soucieuse de financer des chimères, se répand alors dans le pays mais la volonté de venger l'humiliation subie et l'attitude méprisante adoptée vis-à-vis de l'Italie par les États bien pourvus de colonies ont vite fait de réveiller les espoirs d'une part importante de l'opinion.

La conquête de la Libye

Auteur du *Saluto Italico*, Giosue Carducci exalte la mission impériale de l'Italie et d'Annunzio verra en lui « le chancre inspiré qui léguait aux Italiens d'aujourd'hui l'orgueil de la race et la volonté d'agir, celui qui avait, sur l'autel de la patrie, ranimé la flamme du souvenir et de l'espérance, du passé et de l'avenir ». Alfredo Moriani, Enrico Corradini – qui fonde en 1904 la revue *Il regno* – et, surtout Gabriele d'Annunzio lui-même – qui exalte « la nouvelle aurore de l'Italie, fleur de toutes les races » – s'inscrivent dans la même lignée. *La Ligue Navale*, la *Société Dante Alighieri*, l'*Institut Colonial Italien* fondé en 1906 et sa *Rivista Coloniale*, les congrès géographiques et coloniaux contribuent alors au maintien des espérances impériales. Les accords franco-italiens de 1898 et 1902, les bonnes dispositions du nouveau souverain Victor Emmanuel III et l'habileté de l'ambassadeur Barrère contribuent au rapprochement de Rome et de Paris, confirmé par l'accueil chaleureux réservé au président Émile Loubet lors du voyage qu'il effectue en 1904 dans la capitale italienne. Après l'échec subi en Afrique orientale, c'est vers la Tripolitaine que se tournent maintenant les Italiens et ils ont besoin, pour mettre en œuvre leurs projets, de la bienveillance française. Il suffit pour cela qu'ils renoncent à leurs prétentions sur la Tunisie et qu'ils réalisent ainsi un « troc » analogue à celui conclu entre Paris et Londres à propos du Maroc et de l'Égypte lors de l'Entente Cordiale de 1904. Les progrès réalisés par l'Italie durant cette période – le doublement de la production industrielle entre 1900 et 1912, l'essor rapide du commerce – fournissent les moyens d'une nouvelle expansion, rendue d'autant plus nécessaire que l'émigration – et surtout l'émigration définitive vers la France ou les Amériques – demeure toujours aussi forte. La réunion à Florence, en décembre 1910, du premier Congrès nationaliste et la création l'année suivante de la revue *Idea Nazionale* dirigée par Corradini témoignent d'un renouveau irrésistible de l'idée impériale et certains socialistes modérés comme Bissolati admettent même que la surpopulation du pays ne peut que justifier une politique d'expansion dont seule l'Italie semblait s'abstenir jusque-là.

Depuis les années 1880, une politique de pénétration pacifique passant par l'établissement de liens commerciaux ou la création d'écoles avait été entreprise en Libye alors sous domination ottomane. L'évolution de la situation marocaine – la crise franco-allemande d'Agadir intervient en 1911 – encourage le gouvernement italien à agir et, le 29 septembre 1911, un ultimatum adressé à la Turquie à propos de la protection des ressortissants italiens en Tripolitaine entraîne la guerre. Tripoli est rapidement occupée mais une campagne de neuf mois est nécessaire pour venir à bout des résistances turque et indigène. Misurata tombe le 8 juillet 1912 et le traité signé à Lausanne avec la Sublime Porte le 15 octobre suivant sanctionne l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, remet à une date indéterminée l'évacuation des îles du Dodécanèse occupées en Mer Égée par les Italiens et leur assure une zone d'influence économique et la concession d'un chemin

de fer en Asie Mineure, dans l'arrière-pays d'Adalia. En Italie, l'opinion exulte, d'Annunzio publie sa *Chanson de la geste d'Outre-mer* mais une grande partie de la Libye demeure incontrôlée et les diplomates des grandes chancelleries européennes ironisent à propos de l'Italie « *qui collectionne les déserts* ».

Les désillusions de l'après-guerre

Demeurée neutre en août 1914 au nom de son « *égoïsme sacré* », l'Italie se range finalement dans le camp de l'Entente qui semble en mesure de lui apporter davantage que les Centraux, et les promesses du Pacte de Londres d'avril 1915 et de l'accord de Saint-Jean-de-Maurienne d'avril 1917 peuvent paraître effectivement alléchantes. Outre la récupération des « terres irrédentes » demeurées autrichiennes – Trentin, Istrie, Trieste – l'annexion de la Dalmatie et de l'Albanie doit permettre à Rome de faire de l'Adriatique un « lac italien ». Une part de l'Empire ottoman, des agrandissements en Afrique orientale et une partie des colonies allemandes doivent récompenser les sacrifices consentis par les Italiens. On sait ce qu'il en fut lors de la Conférence de la Paix réunie à Paris à partir de janvier 1919. Vittorio Orlando ne peut se faire entendre et, en donnant la priorité aux terres irrédentes et « *à quelques rochers dans l'Adriatique* », il sacrifie toutes les espérances coloniales de son pays. Le nationaliste Federzoni constate avec amertume que « *le masque maladroît, idéologique et universaliste de la Grande Guerre est enfin tombé* ». Avec ses six cent mille tués et sa fragile économie ruinée, l'Italie a le sentiment d'avoir été flouée. La conférence de San Remo d'avril 1920 et le traité signé à Sèvres en août avec la Turquie confirment à l'Italie la possession du Dodécanèse et l'octroi d'une zone d'influence à Adalia mais celle-ci sera évacuée dès juin 1921 et l'Italie jouera, jusqu'au traité de Lausanne qui abolira en 1923 celui de Sèvres, la carte du mouvement kémaliste. Malgré les accords conclus entre Tittoni, le successeur de Sidney Sonnino aux Affaires Étrangères, et le premier ministre grec Venizelos, l'Albanie est évacuée en février 1920 et, sous la pression des Alliés, le gouvernement de Rome oblige d'Annunzio et ses volontaires à abandonner Fiume en décembre 1921. Le bilan est accablant et les rancunes que suscite l'attitude des Alliés pèseront lourd dans l'essor du nationalisme qui, combiné avec l'impuissance du régime parlementaire portera le mouvement fasciste au pouvoir en 1922.

Les premières offensives du régime fasciste

Le repli des années 1920-1922 – qui correspond aux lourdes difficultés que connaît alors le pays, plongé dans une profonde crise politique et sociale – se traduit sur le plan colonial par le choix d'une occupation restreinte de la Libye. Tout change avec l'avènement de Mussolini. Quand celui-ci était l'un des chefs de file de l'extrême gauche socialiste, il avait été un fervent opposant à la guerre de conquête menée en Tripolitaine – ce qui lui avait même valu quelques mois de prison – mais, dès janvier 1919, avant la création des premiers faisceaux, il a proclamé dans le *Popolo d'Italia* que « *l'impérialisme est la loi éternelle et immuable de la vie* » et qu'il faut faire de la Méditerranée « *un lac italien* ». Le rapprochement entre fascistes et nationalistes, suivi de la fusion des deux courants, oriente le nouveau pouvoir vers les préoccupations coloniales, à un moment où les restrictions draconiennes opposées à l'immigration italienne par les États-Unis posent de nouveau avec acuité le problème de la surpopulation du pays. Les préoccupations économiques, l'exaltation de l'héritage de Rome, « *signe de Dieu parmi les races* », le souci de relayer l'influence acquise par les missions catholiques en Érythrée, en Somalie et en Libye ne peuvent qu'encourager les fascistes à se préoccuper de l'expansion outre-mer. Celle-ci apparaît indispensable pour un pays enfermé dans la « *prison méditerranéenne dont les barreaux s'appellent Gibraltar, Tunis et Suez* ». Titulaires successifs du ministère des Colonies, Federzoni et De Bono sont convaincus de la vocation impériale de l'Italie et le régime ne ménage pas ses efforts en direction des pays arabes, en soutenant les nationalistes syriens, les rebelles rifains et le Destour tunisien contre la France, les Palestiniens contre les Britanniques, et en établissant des relations suivies avec l'Égypte, le Yémen, l'Irak et le nouveau royaume saoudien d'Arabie. Cette politique trouve rapidement ses limites car, face à la France et surtout à la Grande Bretagne, Rome ne dispose que d'une liberté d'action réduite.

La reconquête de la Libye se révèle laborieuse. La Tripolitaine et Ghadamès sont occupés de 1923 à 1925. Sous l'impulsion du général Graziani, les troupes italiennes accroissent leur mobilité, se dotent d'unités méharistes et mettent en œuvre vis-à-vis des tribus une politique de pacification inspirée de celle conduite par Lyautey au Maroc. Il faut cependant attendre 1930 pour que les oasis du Fezzan, avec Ghat et Koufra, soient complètement soumises. La Senoussiya, la puissante confrérie musulmane qui constitue l'âme de la résistance, n'est complètement vaincue en Cyrénaïque qu'en 1932. Deux ans plus tard, Tripolitaine et Cyrénaïque sont réunies en un seul territoire, la Libye, dont la capitale est installée à Tripoli. Étendu sur un million huit cent mille kilomètres carrés, le pays est pauvre et ne compte qu'environ sept cent mille habitants en 1934, dont un peu moins de soixante-dix mille Italiens. Rome y investit beaucoup et réalise d'importants travaux d'infrastructure (routes, voies ferrées, aérodromes) mais les résultats demeurent modestes et le coût de cette colonisation apparaît bien élevé pour la métropole.

La situation est comparable en Afrique orientale où les possessions italiennes des côtes de la mer Rouge ont été réunies depuis 1890 sous le nom d'Érythrée, un territoire de cent dix-neuf mille kilomètres carrés dont la capitale est Asmara, peuplé d'à peine six cent mille habitants en 1935, simple point d'appui sur les côtes de la mer Rouge, riche seulement de ses salines. Sur les côtes de l'océan Indien, la Somalie italienne s'est vue agrandie – après l'accord conclu en 1924 – du Giubaland anglais, pris sur le territoire du Kenya. Avec cinq cent mille kilomètres carrés et moins d'un million d'habitants en 1934 – dont mille six cents Italiens –, la colonie apparaît très pauvre même si le sud semble permettre une éventuelle colonisation agricole. Les travaux d'équipement se limitent, jusqu'au milieu des années trente, à l'aménagement du port de Mogadiscio. En Méditerranée orientale, l'archipel du Dodécanèse ne présente qu'un intérêt stratégique et sa forte population interdit tout projet d'immigration italienne importante. Au milieu des années trente, malgré les efforts consentis et l'adhésion d'une grande partie de l'opinion aux projets coloniaux, le bilan paraît bien modeste si on considère les ambitions affichées depuis les années 1880 et la vocation impériale dont s'était investi le régime fasciste. Tout change à partir de 1935 avec la conquête de l'Éthiopie.

La campagne d'Éthiopie

Confronté à la crise des années trente et contraint à une politique d'autarcie que les ressources limitées de l'Italie rendent difficile à mettre en œuvre, Mussolini se tourne naturellement, à partir de 1932, vers l'Éthiopie, vaste région au climat favorable et au potentiel agricole important, susceptible d'accueillir les Italiens que les restrictions apportées à l'émigration par le régime et par les pays d'accueil orientent naturellement vers la « colonisation » des terres nouvelles d'outre-mer. L'accord tripartite franco-anglo-italien de 1906 garantissait l'indépendance de l'Éthiopie – plus souvent désignée à l'époque sous le nom d'Abyssinie – et, en septembre 1923, l'Italie avait soutenu, avec la France et contre l'avis de la Grande-Bretagne, l'entrée à la SDN du royaume africain. Les voyages du ras Tafari à Rome et le traité italo-éthiopien de 1928 semblaient ouvrir la voie à une politique de pénétration pacifique mais cette politique ne déboucha sur aucune réalisation concrète et le Négus ne dissimula jamais la méfiance que lui inspiraient les Italiens alors qu'il ne manquait pas une occasion de favoriser les Français, notamment sur le plan économique, ce que rendait possible l'existence du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba, réalisé entre 1898 et 1915. Toutefois, la volonté de rapprochement de la France, qu'inquiètent à partir de 1933 les ambitions hitlériennes et les accords conclus à Rome avec Pierre Laval en janvier 1935 laissent penser à Mussolini que l'éternelle rivale change de politique alors que c'est l'Angleterre qui apparaît désormais comme l'obstacle principal à la réalisation des ambitions italiennes en Afrique orientale.

Le 5 décembre 1934, l'incident frontalier de Ual-Ual, fournit à Mussolini *le casus belli* dont il a besoin et les tentatives de la SDN pour résoudre le conflit ne peuvent aboutir au cours de l'été de 1935. La guerre commence en octobre. La prise d'Adoua le 6, celle d'Axoum le 14, déclenchent l'enthousiasme en Italie où les sanctions votées par la SDN, perçues comme l'expression d'une politique de « deux poids, deux mesures » imposées par les grandes puissances bien pourvues

elles-mêmes en matière coloniale rassemblent l'opinion derrière Mussolini. Le compromis que tentent d'imaginer Pierre Laval et l'Anglais Samuel Hoare est dénoncé par la presse britannique et l'arrivée d'Anthony Eden au Foreign Office entraîne le revirement des Britanniques, plus fermes que jamais dans leur condamnation de l'entreprise italienne. Celle-ci se conclut avec la victoire des troupes du général Badoglio, qui s'emparent d'Addis-Abeba en mai 1936, ce qui aboutit à la proclamation du roi Victor-Emmanuel comme « Empereur d'Éthiopie ».

La politique coloniale prend alors un cours nouveau. Dès juin 1936, Érythrée, Somalie et Éthiopie sont réunies au sein de l'Afrique Orientale Italienne. En mai 1937, un ministère de l'Afrique italienne remplace l'ancien ministère des Colonies et en janvier 1939, la Libye, divisée en quatre provinces, Benghazi, Derna, Tripoli et Misurata – auxquelles s'ajoutent, au sud, les territoires du Fezzan – est directement rattachée à l'Italie. La colonisation, demeurée jusque-là très limitée quant aux effectifs impliqués, prend une dimension nouvelle. En trois ans, près de deux cent mille Italiens viennent s'installer en Afrique orientale alors que cent vingt mille arrivent en Libye. Il ne s'agit pas des « colons paysans » rêvés par la propagande impérialiste mais, pour l'essentiel, d'une population urbaine de fonctionnaires de commerçants, d'artisans et de petits entrepreneurs. Dans le même temps, le budget colonial est multiplié par quatre de 1936 à 1938, au point de représenter alors jusqu'à 12,5 % du budget de l'État. Dès janvier 1938, trois mille deux cent vingt-quatre kilomètres de routes ont été construits en Abyssinie, ainsi que mille kilomètres de voies ferrées pour l'ensemble de l'Afrique orientale italienne.

Vers l'effondrement de l'empire

L'effort consenti apparaît donc considérable et la suite des événements semble donner raison au Duce puisque la Grande-Bretagne, soucieuse d'éloigner l'Italie de l'Allemagne, s'empresse de reconnaître, dès 1938, l'annexion de l'Éthiopie. Mussolini se laisse griser par le succès. Il intervient dans la guerre civile espagnole, laisse les députés fascistes réclamer publiquement à la France la Corse, la Savoie, Nice et la Tunisie et s'empare de l'Albanie en avril 1939. En mai, la signature du Pacte d'Acier – qui fait suite à la formation de l'Axe Rome-Berlin d'octobre 1936 et à la conclusion du Pacte anti Komintern de 1937 – rapproche davantage Rome et Berlin au moment où les nuages s'amoncellent sur l'Europe. Mussolini proclame la « non-belligérance » de l'Italie en septembre 1939 mais, séduit par les espoirs d'un « grand partage » dont il escompte une redistribution à son profit des colonies françaises, il s'engage dans le conflit le 10 juin 1940, sans rien obtenir d'ailleurs lors de la signature de l'armistice de Rome deux semaines plus tard. Les mois et les années qui suivent se révèlent toujours plus malheureux pour le Duce. L'attaque lancée contre la Grèce en octobre 1940 se heurte à une résistance aussi farouche qu'inattendue et ce premier échec est confirmé au printemps suivant quand seule l'intervention allemande dans les Balkans sauve les forces italiennes d'une déroute complète. L'année 1941 voit la perte de Massaouah, d'Addis-Abeba et de Gondar et scelle la disparition de l'Afrique orientale Italienne, reconquise par les Anglais et les Éthiopiens. Le bilan est tout aussi catastrophique en Libye où les forces italiennes sont finalement vaincues malgré l'appui que leur apporte, dès le début de 1941, l'*Afrika Korps* du général Rommel. La fin de la Libye italienne intervient quand le général Bastico doit abandonner en février 1943 ses fonctions de gouverneur. Trois mois plus tard, les dernières forces italiennes et allemandes encore en Afrique n'auront d'autre issue que de capituler en Tunisie.

Par le traité de Paris signé le 12 février 1947, la nouvelle Italie née à la fin de la seconde guerre mondiale, renonce à toutes ses colonies mais un accord conclu à Genève en 1949 et ratifié par le Parlement italien l'année suivante lui confie, pour dix ans, la tutelle sur son ancienne colonie somalienne qui constituera en 1960, en s'unissant à l'ancien Somaliland britannique, la Somalie indépendante. Malgré des moyens limités et un contexte international rarement favorable, l'Italie avait consenti beaucoup d'efforts pour se doter d'un Empire colonial correspondant à ses ambitions de grande puissance européenne. L'œuvre réalisée ne peut être négligée car, comme le signale G. Bourgin à propos de la Libye : « Cette œuvre fut importante car elle s'inscrit dans une très courte période, moins de trente ans... et elle s'est appliquée à des problèmes très difficiles ».

L'entreprise a coûté cher, beaucoup plus cher à l'Italie qu'elle ne lui a rapporté : les salaires réels baissent de 23 % entre 1934 et 1938 pour que soit possible la réalisation de l'ambitieux programme impérial défini par le régime. On peut enfin considérer que l'Italie, venue trop tard et trop dépourvue de moyens dans le partage colonial, a gaspillé beaucoup de ressources financières et humaines dans une entreprise impérialiste qui était déjà, à beaucoup d'égards, anachronique et a négligé pour cela une politique d'intervention en Europe qui, si elle eût été différente, l'aurait peut-être écartée d'une alliance avec l'Allemagne qui devait se révéler fatale pour elle et pour la paix du continent.

Philippe Conrad

Août 2002

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



De Pétrarque à Mussolini. Evolutions du sentiment nationaliste italien
Maurice Vaussard
Armand Colin, Paris, 1961



Francesco Crispi
Georges Bourgin
coll. Colonies et Empires
In Les politiques d'expansion impérialiste
Presses Universitaires de France, Paris, 1949



L'Impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours
Jean Louis Miège
Sédès, 1968